

## LES SERVICES DE L'ONM RASSURENT

## Un temps «clément» prévu jusqu'à samedi

Les services de l'Office national de la météorologie émettent un bulletin prévisionnel rassurant pour les citoyens. Jusqu'à hier soir, aucun bulletin spécial n'a été enregistré. Une amélioration s'installera progressivement.

**Wassila Z - Alger (Le Soir)** - Le vent de panique qui a soufflé, spécialement sur la région centre du pays, tendra à s'apaiser dès aujourd'hui pour les habitants d'Alger, Béjaïa et Tizi-Ouzou.

Contactés hier, les ingénieurs de l'Office national de la météorologie étaient formels, il n'y aura pas de pluies orageuses ni de vents et tempêtes. Du moins jusqu'à la nuit de samedi.

Effectivement, dès aujourd'hui sur la région ouest, le temps sera voilé à nuageux, avec des pluies sur les villes côtières. Le

centre sera voilé à nuageux avec quelques pluies en matinée. Un passage nuageux assombriera le ciel de la région est. Par contre, quelques averses locales seront observées cette matinée sur les villes côtières et proches des côtes. Des vents faibles à modérés souffleront sur ces régions.

Pour la région sud, sur les wilayas de Béchar et Naâma, le temps sera voilé à nuageux avec des pluies en début d'après-midi, s'accroissant dans la nuit. Les vents seront modérés en général, avec quelques soulèvements de sable vers



Des pluies diluviennes qui ont fait beaucoup de dégâts.

le Sud-Ouest (Naâma). Les températures seront saisonnières au centre avec 19° à Alger, 17° à Tizi Ouzou. Dans le Constantinois, 14°

seront enregistrés, alors que 20° sont prévus à Oran. Dans la capitale des Hauts-Plateaux, manteaux et écharpes seront de mise :

13° y sont attendus. Au Sud, les températures maximales atteindront 30°, notamment à Aïn Guezam et 24° à Tindouf.

Interrogée sur les conditions climatiques prévues pour le week-end, notre interlocutrice prévoit «un temps modéré».

De jeudi à samedi, on relèvera une prédominance du soleil sur les régions est et centre, avec quelques passages nuageux durant le week-end.

Cependant, quelques pluies arroseront les régions côtières, samedi, le ciel s'ennuageant progressivement.

Le temps sera généralement ensoleillé sur l'ouest du pays, avec des nuages bas sur les régions côtières. La journée de jeudi sera marquée par un temps nuageux avec des pluies sur El Bayadh, assez marquées sur Naâma.

W. Z.

## PROTECTION CIVILE

## 9 370 interventions enregistrées en une semaine

La wilaya de Tébessa aura enregistré le plus grand nombre de victimes, avec 4 décès et 12 blessés, dans 6 accidents en une semaine.

Quelque 9 370 interventions ont été enregistrées par les unités de la Protection civile, entre le 8 et le 14 du mois en cours, sur l'ensemble des wilayas.

Les services de la Protection civile avancent le chiffre de 470 accidents de la circulation, ayant causé le décès de 40 personnes et fait 652 blessés, traités

et évacués vers différentes structures hospitalières. Le communiqué transmis par la Protection civile précise que seulement 6 795 interventions ont été effectuées. Les accidents liés aux émanations de gaz continuent de faire des victimes : ainsi il est à

noter 19 interventions pour assistance à des personnes ayant inhalé du gaz et suite auxquelles 8 personnes sont décédées. Par ailleurs, 37 autres personnes incommodes par le monoxyde de carbone ont pu être sauvées, in extremis.

Il convient de noter également que les services de la Protection civile ont pu venir à bout de 68 incendies urbains et industriels et de 217 incendies divers, portant ainsi le nombre des interventions pour assistance à des personnes en difficulté à 1 788.

W. Z.

AFFAIRE DES QUATRE JEUNES POURSUIVIS  
POUR «NON-OBSERVATION» DU JEÛNEDeux mois avec sursis  
et une relaxe prononcés

Deux mois de prison avec sursis et une relaxe ont été prononcés hier en début d'après-midi par la présidente de la cinquième chambre de la cour d'Alger à l'encontre de T. Mustapha, M. Farid, T. Houcine et S. Saïd, originaires de la localité des Ouadhias, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, accusés d'atteinte aux préceptes de l'Islam. Aussitôt le verdict prononcé, les quatre mis en cause ont éclaté en sanglots.

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'affaire mise en délibéré a été examinée le 11 novembre dernier, après un appel introduit par la défense.

Les quatre personnes, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas les 25 ans, ont été condamnés une première fois, soit le 30 septembre dernier, par le tribunal de Bir-Mourad-Raïs (Alger) à une peine de 3 ans d'emprisonnement ferme, assortis d'une amende de 100 000 DA. Une peine prononcée en vertu de l'article 144 bis-2 du code pénal. Les

parents des quatre «prévenus» n'ont pas cru que «(leurs) enfants, condamnés une première fois à trois ans de prison ferme, allaient recouvrer leur liberté. Ils n'ont pas commis de crime ou quelque chose de grave pour qu'ils soient condamnés en première instance à trois années de prison ferme».

Pour rappel, les quatre jeunes hommes, venus de Kabylie pour travailler comme manœuvres dans un chantier à Hydra, ont été «embarqués» par des policiers le 21 septembre dernier, correspondant

au 21<sup>e</sup> du mois de Ramadan pour ne «pas avoir observé le jeûne».

Lors de leurs plaidoiries, les avocats de la défense, maître Iddir Mohamed et sa collègue du barreau de Tizi Ouzou, maître Ould Cheikh, ont admirablement défendu leurs clients en démontrant à la présidente du tribunal que l'article 114 bis-2 ne s'appliquait pas aux faits rejugés.

L'article en question punit de 3 à 5 ans fermes et d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 DA quiconque «dénigre le dogme ou les préceptes de l'Islam, que ce soit par voie d'écrit, de dessin, de déclaration (...)».

Or, pour les avocats de la défense, dans le cas échéant il ne s'agit pas «d'atteinte portée à l'Islam». Pour eux, le tri-

bunal de Bir-Mourad-Raïs a manqué de «sérénité» en rendant un verdict sévère basé sur un article «vague» et «flou». Pour sa part, maître Ould Cheikh dira, selon des comptes-rendus de presse, «qu'une doctrine ne les condamne, ni à la prison, ni à la flagellation. Les seules kafara (acte de rédemption) infligées à ceux ne respectant pas ce quatrième pilier de l'Islam sont d'une grande modération : jeûner 60 jours ou nourrir 60 indigents».

L'avocate s'est demandée d'ailleurs «en quoi fumer une cigarette peut porter atteinte à l'Islam.»

Enfin, le représentant du ministère public a, quant à lui, requis la «confirmation» de la peine de première instance.

A. B.

## SOUK-AHRAS

Rebondissements dans  
l'affaire du décès d'un  
enfant au bloc opératoire

L'affaire du décès de l'enfant Dif Zineddine, âgé de 9 ans, le 8 janvier dernier, au niveau du bloc opératoire de l'hôpital régional de Souk-Ahras, vient de prendre une nouvelle tournure.

A rappeler qu'au mois de février de l'année 2008, les parents de la victime, sceptiques quant à la cause et aux circonstances de la mort du patient sur la table d'opération, suspectant une bévue, ont intenté une action en justice contre le secteur sanitaire de Souk-Ahras pour que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Il est à rappeler que D. Z. a rendu l'âme à la suite d'une intervention chirurgicale banale (il s'agit d'une ectopie testiculaire) au bloc, dans des conditions que conteste sa famille.

Pour rappel, une commission d'enquête locale a été dépêchée par la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Souk-Ahras pour démêler l'écheveau de cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre. En sus, une instruction judiciaire a été ouverte par la justice pour que toute la lumière soit faite sur ce décès.

Cette affaire a été jugée hier pour la première fois par le tribunal de Souk-Ahras. Ils étaient six accusés, tous des employés de l'hôpital, à comparaître devant la justice en présence de 12 témoins ayant assisté à l'audience qui a duré plusieurs heures et s'est poursuivie jusqu'à minuit.

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a requis une peine de 2 ans de prison ferme à l'encontre de 5 accusés, à savoir deux plombiers de l'hôpital, deux auxiliaires en anesthésie et la chef de service du bloc opératoire, et 3 ans de prison ferme à l'encontre d'un médecin spécialiste, un anesthésiste réanimateur.

L'affaire a été mise en délibéré pour le 15 décembre prochain.

Barour Yacine